

L'ÉTAT PEU LOUÉ POUR SON EFFICACITÉ

LES PROMESSES DU MINISTRE DU LOGEMENT RESTENT LETTRE MORTE.

Par Tonino SERAFINI

mardi 08 mars 2005 (**Libération** - 06:00)

Des déclarations, des annonces, et puis rien. Les locataires pris dans la tourmente des ventes à la découpe attendent toujours les mesures promises par le ministre délégué au Logement, Marc-Philippe Daubresse, pour lutter contre ce phénomène qui se développe dans les grandes villes françaises, notamment à Paris, Lyon ou Marseille.

Ces opérations, consistant à vendre des immeubles appartement par appartement, sont le fait d'investisseurs institutionnels (banques, assurances, mutuelles...) qui se défont de leur patrimoine immobilier locatif à un moment où l'envolée des prix de la pierre leur permet de réaliser de substantielles plus values. Interrogé à de multiples reprises par des députés, le ministre avait indiqué d'une voix ferme devant l'Assemblée nationale, qu'il allait sévir contre cette déferlante. On estime en effet à 10 000 le nombre de logements (donc de familles) pris actuellement dans un processus de vente à la découpe. Rien qu'à Paris, 36 000 appartements auraient été vendus de la sorte depuis 1997.

Au-delà de l'aspect brutal pour les occupants, ces opérations posent la question du devenir des grandes villes et de leur capacité à maintenir un semblant de mixité sociale, en faisant une place à toutes les couches de la population. Au lieu de traiter le problème à sa juste mesure, Daubresse a privilégié une gestion à la petite semaine. A l'image de la convocation, fin janvier, d'une conférence de presse en grande pompe pour annoncer des mesures, au demeurant dérisoires et aussitôt rejetées par les grandes associations nationales de locataires (CNL, CGL, CSF, CLCV) et les amicales qui ont vu le jour dans les immeubles «découpés».

Depuis, le ministre rame pour tenter d'obtenir un vague accord entre associations de locataires et bailleurs. Sans prendre de mesures sérieuses, il laisse les mains libres aux institutionnels qui ne cachent pas leur intention de vendre encore des milliers de logements à la découpe dans les prochaines années.